

J'ai signé la pétition « Non à la construction d'un Centre de Rétention Administrative, ni à Longvic ni ailleurs ! »

En tant que député de la Côte-d'Or, je m'oppose avec la plus grande fermeté au projet de construction d'un Centre de Rétention Administrative (CRA) à Longvic, sur la 3^{ème} circonscription de la Côte-d'Or.

J'ai signé la pétition portée par le collectif anti-CRA de Dijon, car ce projet est une honte pour notre République et une atteinte intolérable aux droits humains.

Les CRA sont des prisons administratives où des femmes et des hommes, qui n'ont commis aucun délit, sont enfermés sur simple décision administrative dans **des conditions indignes** : absence de soins, isolement et menace permanente d'expulsion. Cette privation de liberté n'est pas acceptable dans notre République, dans une démocratie digne de ce nom.

Ces centres symbolisent une politique migratoire toujours plus répressive, inspirée par les idées d'extrême droite, qui humilie et criminalise des personnes souvent installées en France depuis des années.

Ce projet est aussi **un gaspillage inacceptable de l'argent public** peu conforme aux recommandations de la Cour des comptes. Alors qu'une place dans un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) coûte 21,35€ par jour, une place en CRA à Longvic en coûterait 602€ selon la Cour des comptes – soit près de 28 fois plus.

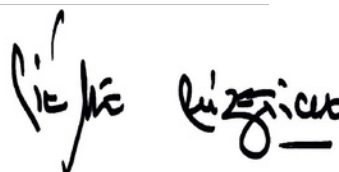
Plutôt que de dépenser des millions pour construire de nouveaux centres, **ces fonds seraient mieux utilisés pour rénover les CRA existants** - dont l'état est souvent déplorable - et financer des solutions d'accueil dignes. La durée de rétention doit aussi être limitée et un véritable accompagnement juridique et social doit être assuré pour les personnes retenues.

J'appelle solennellement le Gouvernement à renoncer à ce projet et à réorienter ces budgets vers des politiques d'accueil et d'intégration, fondées sur la solidarité, le respect des droits et le renforcement de l'aide au développement. Je lance aussi un appel à la mobilisation des élus pour dire « stop » à ces prisons administratives, qui ne sont pas dignes de notre pays, patrie des droits de l'Homme.

Je remercie les élus, les associations et les citoyens mobilisés contre ce CRA et j'invite toutes et tous à signer cette pétition.

La dignité n'a pas de papiers. Ensemble, défendons une politique migratoire juste, solidaire et respectueuse des droits fondamentaux.

La pétition : <https://chnng.it/BCmygQHXSww>



Député de la Côte-d'Or
Commission des Affaires étrangères

